

SARKOZY et DARCOS n'ont de cesse de désorganiser et de dénigrer l'école publique. 11200 postes supprimés cette année, 13500 suppressions annoncées à la prochaine rentrée.

Dans le 1^{er} degré

* remise en cause de :

- la formation (disparition des IUFM) ;
- la qualification et la spécialisation (postes d'adaptation non pourvus, disparition programmée des réseaux d'aide aux élèves en difficulté).

* utilisation de l'échec scolaire pour dénigrer le travail des enseignants et culpabiliser les parents.

A qui fera-t-on croire qu'un enfant en difficulté, avec toutes les souffrances et les angoisses que cela suppose, trouvera le salut dans des heures supplémentaires (soutien après la classe) pendant que ses copains iront goûter, jouer, faire du sport, de la musique, ...

* L'ouverture nécessaire sur le monde et l'éducation au sens critique (nouveaux programmes centrés sur le Français et les maths, faisant appel au «par coeur» plutôt qu'à la réflexion).

* dégradation de l'ambiance et du travail dans les classes, (montée prévisible des effectifs due à la poussée démographique et aux suppressions de postes), culpabilisation des enfants en difficulté, retour vers des valeurs d'individualisme et de performance.

* dénigrement mesquin et malsain du rôle de l'école maternelle (où l'on ne ferait que surveiller la sieste et changer les couches) afin de préparer sa disparition pour la remplacer par des jardins d'enfants payants.

* déqualification de la mission d'enseignement de l'école avec la loi sur le «droit d'accueil» : les enseignants absents (absence imprévue, maladie et mouvement de grève) seront remplacés par des agents municipaux. Les enfants seront gardés...Le transfert des charge vers les communes est engagé: Service minimum d'accueil, EPEP (Établissement Public d'Enseignement Primaire).

Ces attaques désorganisent le travail des écoles primaires, créant une ambiance déprimante au sein des équipes enseignantes.

Dans le 2nd degré

* Suppression annoncée de la carte scolaire, qui permettra aux établissements de choisir leurs élèves et non aux familles de le faire. Le tout en accentuant la ghettoïsation de certains établissements.

* L'actualité c'est la poursuite de la réforme des lycées.

* En Lp. La poursuite de la mise en place du Bac Pro en 3ans va pénaliser les élèves les plus en difficulté qui ne pourront pas faire en 3 ans ce qu'ils faisaient avant en 4 ans (2 ans de Bep+ 2 ans de bac pro).

* En lycée général, la réforme doit être annoncée avant les vacances de la Toussaint. Elle doit permettre la suppression de 17 000 postes .

- Pour cela est envisagé de réduire l'horaire à 27h hebdomadaires au lieu des 30 à 32 actuelles. Cela pénalisera d'abord les élèves qui n'ont pas d'autres accès à la culture.

- Seraient rendues optionnelles en seconde la physique-chimie, les Sciences de la Vie et de la Terre. La filière Sciences économiques et sociales qui a permis de faire accéder plus d'élèves au Baccalauréat serait supprimée.

- Le groupe classe serait remplacé par la généralisation de "modules semestriels" suivis par des enseignants qui pourraient changer en cours d'année.

- Aucune garantie n'est donnée sur le maintien du Bac comme premier titre d'accès à l'enseignement supérieur.

Comment améliorer dans ces conditions le lycée ?

Au contraire d'une réforme bâclée il nous faut une vraie discussion sur un lycée qui allie démocratisation et qualité de l'enseignement.

Rien ne concernant le collège alors qu'on ne peut pas dire que les dernières «réformes» aient vraiment amélioré la réussite des élèves... il est vrai que les réductions horaires ont déjà été effectuées pour l'essentiel....

Ces attaques budgétaires s'accompagnent de mesures graves qui ont pour but de détruire l'école publique pour tous. Les élèves essuieront les pots cassés de cette politique désastreuse. Mais ce sont les enfants les plus fragiles et ceux des classes populaires qui ont le plus à perdre. Les stratégies individualistes (cours particuliers, choix des écoles, des filières,...) pour assurer la réussite scolaire des enfants leur resteront interdites (pour des raisons financières, liées aux temps de travail, et idéologiques).

Au-delà de l'éducation, avec les Fédérations parties prenantes de cette journée faisons converger les luttes de toutes celles et ceux qui rejettent l'entreprise de démolition de l'éducation menée par le pouvoir

Nous vous appelons à participer à la manifestation

Dimanche 19 octobre, 13h00. Place d'Italie (métro place d'Italie) - Bastille

AG Ile de France après la manif

17 h 00 - Métro Reuilly-Diderot - 8 impasse Crozatier - Paris 12

Du mouvement du printemps 2008 aux appels de cette rentrée ...

Après un an de régime UMP, la situation est alarmante. La France est submergée par la vague libérale, la précarité s'accroît, la casse des services publics s'accélère, l'offensive contre l'éducation nationale connaît un durcissement.

Au printemps dernier la résistance a commencé à s'organiser à la base, en particulier chez les lycéens qui ont très bien compris que les suppressions de postes ne peuvent que détériorer la formation qui leur est offerte. La mobilisation des enseignants a existé mais elle n'a pas été suffisante pour déclencher un mouvement de lutte qui, seul, pouvait faire céder le gouvernement. La stratégie des journées d'action isolées a montré son inefficacité : les suppressions de postes ont été réalisées et sont à nouveau programmées et aggravées pour la rentrée 2009. La contre-réforme des lycées généraux est en marche. Une nouvelle journée d'action, sans appel national à la grève, avait été programmée pour le 11 septembre. De même une nouvelle journée de grève, nationalement limitée au 2nd degré, nous a été proposée le 7 octobre... Au-delà de l'inefficacité de cette stratégie, cet appel des fédérations de l'enseignement et l'apparente radicalité des propos de certains cachent une réalité beaucoup plus sombre. A l'exception notamment de SUD Éducation, la plupart des syndicats avaient décidé de négocier la contre-réforme en acceptant de discuter avec le gouvernement sur les bases définies par le ministère. Après le départ de la CGT éducatrice, le SNES a enfin décidé de quitter les négociations le 9 octobre. Le SGEN-CFDT et le SE-UNSA s'étaient déjà déclarés favorables à cette contre-réforme.

Pourtant cette année est importante à plus d'un titre. C'est l'année de la contre-réforme des lycées, de la poursuite de celle des LP bac pro 3 ans et de celle du primaire (programmes, samedi

matin, remise en cause du droit de grève...).

C'est aussi une année d'élections paritaires. Les travailleurs de l'éducation nationale devront voter le 2 décembre pour élire des commissaires paritaires au niveau départemental (premier degré), académique (second degré) et national. Pour les syndicats de service, "*se syndiquer c'est déjà agir*"¹. En gros, syndiquez-vous, votez pour nous, on s'occupe du reste ; vous n'aurez par la suite qu'à vous mobiliser une fois de temps en temps dans la rue pour confirmer au ministre que nous sommes représentatifs. Il est temps de sortir de cette omière.

Les reculs ne se négocient pas, ils se combattent. C'est bien pourquoi nous n'avons jamais partagé avec le ministre la moindre "*position commune*", et que nous n'accepterons pas les réductions massives d'horaires, et une remise en cause totale de l'organisation des enseignements au détriment des professeurs mais aussi des élèves.

Nous appelons à la manifestation unitaire du dimanche 19 octobre, car elle correspond malgré son insuffisance à une volonté d'ouvrir la lutte sur la société (appel signé, au delà des organisations syndicales de l'éducation, par les associations pédagogiques et de parents d'élèves). Une vraie préparation locale réunissant parents, personnels et lycéens dans les villes au cours de la semaine précédent la manifestation nationale peut aider à développer les conditions d'une mobilisation durable des collègues mais aussi des élèves et des parents sur les projets de régressions dans l'Éducation.

1.- "*Se syndiquer c'est déjà agir*", Titre du 4pages de rentrée du SNES Créteil

Rendez-vous SUD Solidaires
12h30 - Place d'Italie
angle Bd de l'Hôpital -rue de Champagne

Parcours
Av des Gobelins, Bd Saint Michel, Bd Saint-Germain, Pont de Sully, Bd Henri IV

AG Ile de France après la manif
17 h 00
Métro Reuilly-Diderot
8 impasse Crozatier - Paris 12



SUD Éducation Académie de Créteil
Maison des syndicats de Créteil
11-13 rue des Archives 94010 Créteil cedex
<http://www.sudeduccreteil.org>
Tel : 01.43.77.33.59
e-mail : contact@sudeduccreteil.org